

CHILI : FICHE PAYS – JUIN 2023



Catégorie OCDE (2017) : 0/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : A-/A2/A

Monnaie locale : Peso chilien (CLP) / Régime de change : Flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

FAIBLESSES

- 1er producteur de cuivre au monde
- Faible endettement public
- Liquidités en devises robustes (fonds souverains, réserves de change)
- Gouvernance et faible perception de la corruption
- Dépendance aux prix du cuivre et à la demande externe
- Exportations concentrées sur les produits primaires
- Pays situé en zone sismique

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable, malgré une possible contraction de l'activité en 2023.

Environnement macroéconomique et financier

- **Vulnérabilité de la croissance :** Après une croissance de +2,4% en 2022, les perspectives pour 2023 sont plus faibles, comprises entre +0,2% et -1% pour 2023. Le pouvoir d'achat des ménages devrait être affecté par la détérioration progressive du marché du travail et par la persistance d'un niveau d'inflation encore élevé. Un assouplissement de la politique monétaire semble encore prématuré et devrait décourager l'accès au crédit aux ménages et aux entreprises. Le secteur des mines (cuivre, lithium en particulier) pourrait cependant attirer les investissements, favorisé par la réouverture chinoise (1^{er} client à l'export), par un texte constitutionnel prévu modéré, ainsi que par l'approbation de la réforme sur les redevances du secteur minier.
- **Vulnérabilité comptes publics :** Le solde public était excédentaire en 2022 à 1,1% du PIB, favorisé par le retrait des mesures exceptionnelles de soutien à l'activité liées à la crise sanitaire et à la hausse des recettes. Il devrait redevenir déficitaire en 2023, prévu autour de 1,8% du PIB, tiré par la hausse prévue des dépenses tandis que les recettes devraient diminuer dans un contexte de faible activité. La dette publique est en progression, mais reste modérée à 38% du PIB en 2022 et ne pose pas de risque particulier. Le Chili demeure par ailleurs le meilleur risque souverain de la région, noté A par les 3 principales agences de notation ce qui permet au pays de continuer à bénéficier d'un accès aisé aux diverses sources de financement.
- **Vulnérabilité extérieure :** Le déficit courant devrait diminuer en 2023, prévu autour de 4,2% du PIB (contre 9% du PIB en 2022). Le ralentissement prévu de l'activité devrait favoriser la baisse de la demande pour les biens importés, tandis que les exportations (cuivre en particulier) devraient bénéficier d'une demande chinoise plus soutenue cette année. Le peso chilien a eu tendance à s'apprécier depuis le début de l'année, tiré par le surplus de la balance commerciale et un taux d'intérêt plus élevé. Le pays dispose par ailleurs de liquidités en devises solides (actifs des fonds souverains, ligne de crédit de précaution avec le FMI, réserves de change) pouvant être utilisées pour soutenir la monnaie en cas de besoin.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire :** Le secteur bancaire chilien reste globalement sain et bien capitalisé. Une hausse du taux de prêts non performants, faible à 1,5% en septembre 2022, n'est cependant pas à écarter dans un contexte de faible activité.

Environnement politique et gouvernance

- **Stabilité socio-politique :** Le président Gabriel Boric poursuit ses efforts pour essayer d'étendre le réseau de services sociaux de l'Etat, renforcer les réglementations environnementales, sociales et réduire les inégalités. Sa coalition et alliés ne disposent cependant pas de la majorité, ce qui pourrait rendre plus difficile la mise en place des réformes envisagées. Sur ce point justement, le projet de réforme fiscale, censé apporter 2,7% du PIB de recettes supplémentaires a été rejeté de manière inattendue en mars de cette année.
- **Climat des affaires :** Le Chili présente les meilleurs indicateurs de gouvernance parmi les pays d'Amérique latine et un très faible niveau de corruption. Après le rejet de la Constitution l'an passé, une nouvelle version plus modérée devrait être soumise au referendum en fin de cette année.

Environnement et politique du climat :

- **Politique climat :** Le président Gabriel Boric a placé le climat comme l'une des priorités de son mandat. En juin 2022, le Chili a publié sa loi sur le changement climatique (Ley Marco de Cambio Climatico) qui oblige les pouvoirs publics à prendre des mesures pour faire face au changement climatique. Le pays compte notamment sur l'arrêt de ses centrales à charbon (près de 18% de production d'électricité en 2021) pour atteindre son objectif de neutralité carbone en 2050.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations	Importations			Exportations	Importations		
Minerais de cuivre	29,1%	Combustibles, pétrole	19,4%	Chine	34,8%	Chine	23,9%
Cuivre affiné, alliages	22,7%	Machines, appareils mécan.	11,8%	Etats-Unis d'Amérique	15,2%	Etats-Unis d'Amérique	20,9%
Fruits comestibles	7,7%	Voitures automobiles	10,9%	Japon	8,3%	Brésil	9,0%
Poissons et crustacés	7,3%	Machines, appareils élect.	9,6%	Corée, République de	5,8%	Argentine	5,6%
Produits chimiques inorganiques	4,3%	Matières plastiques	3,5%	France (14ème)	1,2%	France (14ème)	1,6%

Source: Cnuceid

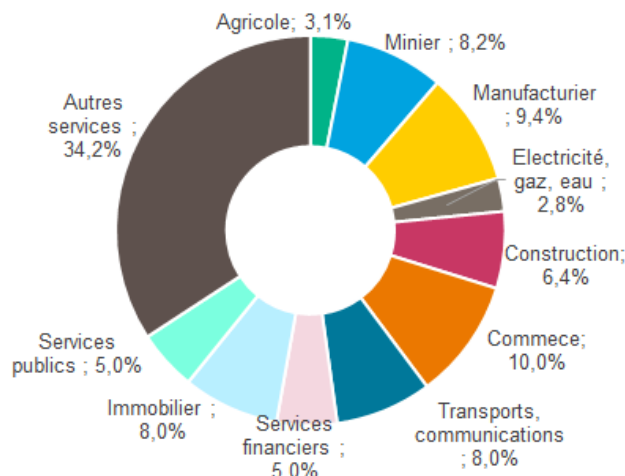


TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

CHILI	2019	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	278	254	317	301	359	376
<i>Rang PIB mondial</i>	45	43	43	45	46	44
Population (Mns)	19,1	19,5	19,7	19,9	20,1	20,3
<i>Rang Population mondiale</i>	62	63	63	63	62	61
PIB / habitant (USD)	14 568	13 068	16 060	15 095	17 827	18 510
Croissance PIB (%)	0,7	-6,1	11,7	2,4	-1,0	1,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	3,1	4,5	11,6	7,9	3,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	12,8	11,6	10,7	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	28,3	32,4	36,3	38,0	38,5	38,5
Solde public (% PIB)	-2,7	-7,3	-7,6	1,1	-1,8	-1,2
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	4,1	4,6	NA	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	-5,2%	-1,9%	-7,3%	-9,0%	-4,2%	-3,8%
IDE (% du PIB)**	1,2%	1,0%	0,3%	2,4%	0,7%	1,2%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	7,2	8,3	6,8	5,4	5,6	6,3
Dette extérieure totale (% PIB)	77%	74%	77%	76%	71%	74%
Dette extérieure CT (% PIB)*	7,0%	6,1%	6,6%	8,2%	9,2%	10,9%
Taux de change***	703,3	792,2	759,1	873,2	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	12,84	14,67	14,93	NA	NA	NA
Taux de NPL	2,06	1,55	1,23	NA	NA	NA
ROE	10,96	9,48	9,64	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	36	46	46	48	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	56	59	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) ^a	57	55	54	54	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	23	23	22	NA	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) ^c	NA	24	28	12	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions, Source: FMI (WEO, avril 2023), *Banque Mondiale, **Oxford Economics, ***T. Reuters, a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch

CHILI : Ventilation sectorielle du PIB (en %, 2021)



Source : Banco central de Chile



1. SITUATION ECONOMIQUE

- **Vers une possible contraction de l'activité en 2023 ?**

Pour 2022, la croissance s'élève à +2,4% (après 11,7% en 2021¹). Les politiques budgétaire et monétaire plus strictes, la moindre contribution du secteur minier à l'activité (modération du prix du cuivre), ainsi que les pressions inflationnistes importantes, ont progressivement pesé sur l'activité.

Pour 2023, les perspectives de croissance sont plus moroses, comprises entre +0,2% et -1,0%². Alors que l'inflation devrait diminuer en 2023, elle restera cependant au-dessus de la cible de la banque centrale (Cf. détails ci-dessous). Le taux directeur devrait ainsi se maintenir à un niveau élevé (prévu autour de 9,25% en fin d'année), entraînant une hausse des taux réels à même de décourager davantage l'investissement des ménages et des entreprises.

En phase avec le ralentissement de l'activité, le marché du travail se détériore progressivement³. La mise en place progressive du réseau universel de pension garantie (Cf. Finances publiques), ainsi que les mesures de soutien à la population la plus vulnérable (estimées à environ 0,6% du PIB⁴) devraient néanmoins soutenir en partie le pouvoir d'achat des ménages défavorisés.

L'investissement étranger dans les mines (cuivre, lithium en particulier) pourrait en revanche répartir à la hausse, favorisé par la réouverture de l'économie chinoise (1^{er} marché pour le cuivre chilien), par un texte constitutionnel prévu plus modéré (Cf. Aspects politiques et gouvernance), ainsi que par l'approbation par le Congrès du nouveau projet de loi sur les redevances du secteur minier⁵.

Sur le front externe, la réouverture de l'économie chinoise est de bon augure pour les exportations chiliennes de métaux, du cuivre en particulier. Le ralentissement de l'économie mondiale reste cependant une source d'inquiétude pouvant contribuer à un moindre dynamisme du commerce externe du pays.

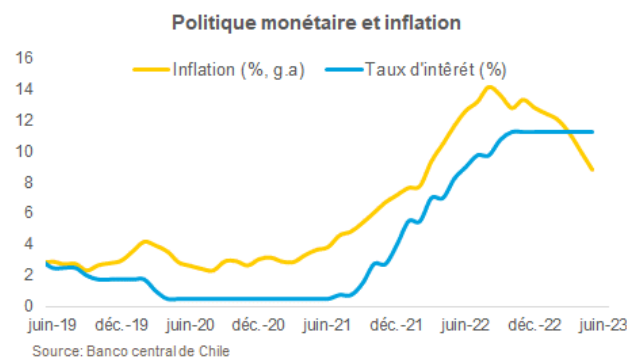
- **Vers un assouplissement monétaire en fin d'année**

Face à la hausse constante de l'inflation, tirée par l'augmentation des prix alimentaires et du carburant, la banque centrale a été amenée à rehausser son taux directeur : +350 pdb en 2021 et +750 pdb en 2022 à 11,25% depuis octobre 2022.

Sur les douze derniers mois, l'inflation tend à diminuer à 8,8% en mai (après un pic à 14,1% en août 2022), mais reste supérieur à la cible de la banque centrale de 3% (+/-1%).

Malgré cette évolution, la banque centrale a maintenu son taux directeur à 11,25% lors de sa dernière réunion et n'envisagerait pas de l'assouplir tant que les perspectives d'inflation ne convergent pas vers l'objectif de 3%.

Une baisse du taux directeur d'environ 200 pdb à 9,25% en fin d'année 2023 est prévue par les marchés.



- **Un système bancaire bien capitalisé, malgré une baisse de la rentabilité**

Le secteur chilien demeure globalement sain. Le niveau de capitalisation reste en effet satisfaisant à 15,1% et au-dessus des minimums réglementaires en septembre 2022. Le taux de NPL est faible, autour de 1,5% en septembre 2022 (contre 4% fin décembre 2021). Une hausse des prêts non performants n'est cependant pas à écarter compte tenu de la contraction de l'activité qui semble se profiler pouvant peser sur la capacité de remboursement des ménages et des entreprises cette année.

2. FINANCES PUBLIQUES

- **Retour prévu du déficit en 2023**

La crise sanitaire de 2020 et la poursuite d'une politique budgétaire expansionniste en 2021 ont favorisé le creusement du déficit public (7,3% du PIB en moyenne⁶). En 2022, le solde budgétaire est

¹ En 2021, l'activité a dépassé de 5% le niveau d'activité de 2019 (avant crise sanitaire). La hausse du prix du cuivre, la poursuite d'une politique budgétaire expansionniste, ainsi que la réouverture complète de l'économie ont favorisé le rebond de l'activité.

² Prévisions Banco central de Chile (juin 2023) : 0,25% ; Banque mondiale (juin 2023) : -0,4% ; FMI (WEO, avril 2023) : -1%.

³ Le taux de chômage est en hausse pour le sixième mois successif à 8,7% sur le trimestre mobile allant de février à avril 2023 (contre 7,7% sur la même période l'an passé).

⁴ Il s'agit notamment d'une revalorisation des allocations familiales, d'une prime pour compenser la hausse des prix alimentaires, entre autres.

⁵ Après plusieurs années de discussion, le Congrès a approuvé le nouveau projet de loi sur les redevances du secteur minier, mettant

ainsi fin aux incertitudes quant au montant à régler par les entreprises opérant dans ce secteur. Une charge fiscale maximale de 46,6% serait ainsi appliquée aux grandes entreprises ayant des ventes supérieures à 80.000 tonnes métriques/l'an et de 45,5% pour les opérations de ventes comprises entre 50.000 et 80.000 tonnes/l'an de cuivre fin (TMC). Dans les deux cas, le taux serait appliqué sur le revenu imposable d'exploitation minière. Pour plus de détail : <https://www.hacienda.cl/noticias-y-eventos/noticias/congreso-despacha-el-proyecto-de-royalty-a-la-gran-mineria>

⁶ En 2020, face à la chute de l'activité et à la hausse des dépenses budgétaires de soutien à l'économie, le déficit s'est creusé à 7,1% du PIB en 2020. En 2021, le Chili a opté pour le maintien d'une politique budgétaire expansionniste, dont une hausse des dépenses de +33,2% (contre +10,5% en 2020). Les dépenses ont atteint près de 31% du

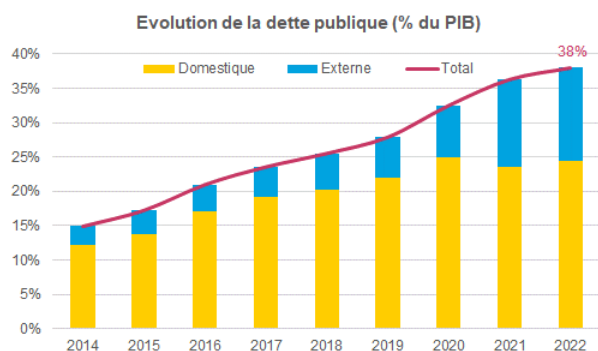


redevu excédentaire 1,1% du PIB⁷, tiré par le retrait des mesures exceptionnelles de soutien à l'activité liées à la crise sanitaire (baisse des dépenses budgétaires de 25%) et à la hausse des recettes. (hausse de 6,3%). La **croissance plus robuste que prévu initialement** +2,4% en 2022 (contre +1,6% prévus initialement par le gouvernement) a aussi contribué à la résorption plus rapide que prévu du déficit en 2022.

Pour 2023, le budget présenté par le nouveau gouvernement prévoit une hausse des dépenses de +4,2%. La majeure partie de cette augmentation serait consacrée aux retraites pour les plus vulnérables (près de 60% du total) en ligne avec la mise en place progressive du réseau universel de pension garantie (PGU)⁸, approuvé en février 2022. **Conjugué à des perspectives de croissance plus faibles** (comprise entre +0,2% et -1%), le retour d'un déficit budgétaire est attendu cette année (prévu autour de 1,8% du PIB par le FMI).

Sur les 4 premiers mois de cette année, les revenus affichent d'ores et déjà une baisse de 12,9% en g.a., malgré la hausse des recettes tirée par les exportations du lithium. Les dépenses sont en hausse de 6,5% en g.a. sur la même période. Un élargissement du déficit public n'est cependant pas à écarter en cas de dégradation plus importante que prévue de l'activité.

- Une dette publique modérée, mais en progression



Source: Ministerio de Hacienda de Chile

La dette publique est en hausse constante depuis près de 10 ans, à 38% du PIB fin 2022 (contre 14% du PIB en 2014). Le creusement du déficit public observé sur la période récente (2020-2021) a conduit à une hausse de la dette de près de 10 points. Malgré cette évolution, la dette reste modérée comparé aux autres grands pays de la région, à l'exception du Pérou.

La structure de la dette publique reste par ailleurs favorable, la part externe reste minoritaire autour de 35% du total fin 2022. Le Chili demeure par ailleurs le meilleur risque souverain de la région, noté en

PIB, contre 27% en 2020. Malgré la reprise de l'activité, le déficit s'est ainsi encore creusé à 7,5% du PIB en 2021.

⁷ Il s'agirait de la première fois depuis 2015 que le solde budgétaire, corrigé des variations cycliques, affiche un excédent.

⁸ La Pension Garantie Universelle (PGU) est une prestation non contributive, qui est versée mensuellement par l'Institut de Sécurité

catégorie A par les 3 principales agences de notation ce qui permet un accès aisé aux marchés de la dette. De plus, les investisseurs institutionnels locaux, fonds de pension en particulier, maintiennent une forte demande pour les titres d'Etat.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- Dépendance au prix des matières premières, du cuivre en particulier

Les recettes d'exportations du Chili dépendent d'un certain nombre de matières premières, en particulier du cuivre et ses dérivés (environ la moitié des exportations du pays). La Chine est de loin le premier client du Chili avec près de 35% des exportations moyennes (entre 2018-2022) du pays.

- Le déficit courant devrait diminuer en 2023, tiré par la baisse des importations

En 2022, le déficit courant s'est creusé à 9% du PIB. Importateur net d'énergie, le Chili subi la hausse des prix du pétrole et ses dérivés, tandis que les prix des métaux, cuivre en particulier (1^{er} produit d'exportation) sont restés plus modérés en 2022.

Pour 2023, le déficit devrait se réduire, prévu autour de 4,2% du PIB. Le ralentissement de l'activité devrait favoriser la baisse de la demande pour les biens importés, tandis que les exportations, le cuivre en particulier, devraient bénéficier de la demande chinoise (1^{er} client du pays).

Au T1 2023, le Chili affiche un surplus commercial de 7,5 Mds d'USD (contre un surplus de 1,1 Mds d'USD sur la même période l'an passé). Hors énergie, les importations ont baissé de 20% sur ce trimestre, après une baisse de 29% au T4 2022 en ligne avec l'affaiblissement de la demande interne.

- Baisse du ratio de dette, favorisée par l'appréciation de la monnaie

La dette externe s'élève à 249 Mds d'USD en mars 2023 (contre 251 Mds d'USD en décembre 2022)⁹.

Rapportée au PIB, la dette atteint 68,9% du PIB en mars 2023 (contre 76,4% du PIB au T4 2022). Cette réduction du ratio dette/PIB a été principalement favorisée par l'appréciation du peso chilien face au dollar (Cf. Appréciation du peso, ci-dessous). Le ratio est par ailleurs inférieur au niveau pré-pandémique (74,3% du PIB au T4 2019).

La part publique (gouvernement et banque centrale) ne représente que 21% du total de la dette externe du pays.

Sociale (IPS) et accessible aux personnes âgées de 65 ans ou plus. Pour plus d'information : <https://www.chileatiende.gob.cl/fichas/102063-que-es-la-pension-garantizada-universal-pgu>

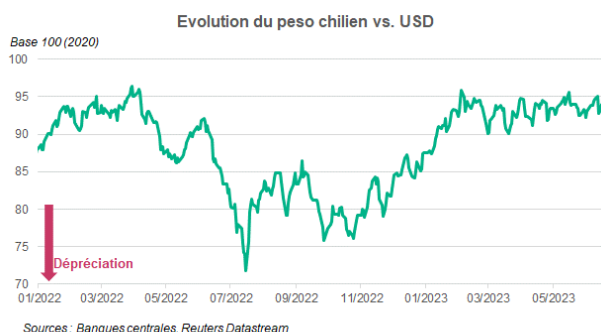
⁹ Source : Banco Central de Chile



A noter par ailleurs que **le Chili dispose d'un accès aisé aux différentes sources de financement**, malgré un environnement de taux d'intérêts plus élevés. **Les primes de risque, CDS, restent relativement faibles** à ce stade comparé aux autres pays de la région (76 pts en moyenne sur la première quinzaine de juin contre 186 pts en moyenne pour le Brésil sur cette même période). Le pays dispose également de coussins de liquidités en devises non négociables (cf. partie ci-dessous).

- **Appréciation du peso sur la première partie de l'année**

Le peso chilien a eu tendance à s'apprécier depuis le début de l'année 2023. Cette évolution est favorisée par le surplus de la balance commerciale et le maintien du taux directeur à un niveau élevé. A noter par ailleurs, un regain de l'optimisme de la part des investisseurs dans le secteur extractif du pays (cuivre et lithium), suite à la fin de la politique zéro Covid en Chine (1^{er} client à l'export du pays) et à l'élection du conseil constitutionnel, remportée par la droite, chargé d'amender et valider le nouveau texte constitutionnel avant soumission au vote populaire en fin de cette année.



Le Chili dispose par ailleurs de liquidités en devises solides pouvant être utilisées pour soutenir la monnaie, en cas de besoin. Elles sont constituées des réserves de change, estimées à 39,6 Mds d'USD en mai 2023 (environ 12% du PIB), d'une ligne de crédit de précaution auprès du FMI (FCL de 18 Mds d'USD) et des actifs de ses fonds souverains (14,5 Mds d'USD fin avril 2023).

4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Le processus pour une nouvelle constitution se poursuit**

Au pouvoir depuis mars 2022, le président Gabriel Boric de la coalition de gauche « Appruebo Dignidad » compte étendre le réseau de services sociaux par l'Etat, renforcer les réglementations environnementales, sociales et du travail, ainsi que réduire les inégalités. Sa coalition et alliés ne disposent cependant pas de la majorité ce qui pourrait rendre plus difficile la mise en place des réformes envisagées. Sur ce point justement, le projet de réforme fiscale, censé apporter

2,7% du PIB des recettes supplémentaires, a été rejeté de manière inattendue en mars 2023.

Alors que le processus de réforme constitutionnelle, lancé en juillet 2021, et dirigé par une assemblée constituante de gauche a été rejeté par la majorité de la population (62% des voix), une nouvelle version du texte devrait être soumis au vote populaire en fin de cette année. Après l'échec de la première version, **la droite chilienne a remporté les élections du Conseil Constitutionnel** (en mai), chargé d'amender et de valider le nouveau texte constitutionnel, et **dispose ainsi de la majorité qualifiée de 3/5 pour contrôler le processus constitutionnel.** Le résultat des élections a été bien accueilli par les milieux des affaires qui craignaient une dégradation du climat des affaires compte tenu du rôle plus prépondérant de l'Etat dans l'économie prévu initialement. Le nouveau texte devra être validé par le Conseil Constitutionnel au plus tard en octobre et soumis au vote populaire ensuite (en décembre 2023 à priori).

Sur le plan social, le mécontentement populaire reste prégnant notamment face à l'inflation persistante qui érode le pouvoir d'achat des ménages. Avec des perspectives économiques assombries pour 2023, le pays n'est pas à l'abri d'une résurgence des manifestations sociales.

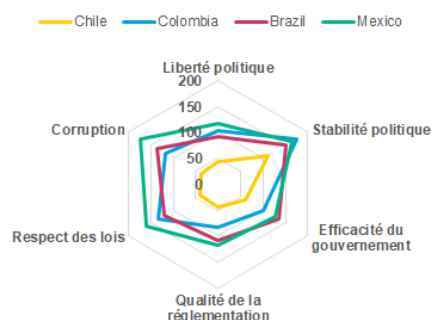
- **Faible corruption et bonne gouvernance**

Le Chili est très peu touché par la corruption. Il se positionne à la 27^{ème} place sur 180 pays dans le monde, selon *transparency international en 2022*. **La perception de la corruption est ainsi plus faible comparée à certains pays développés comme le Portugal (33/180 pays) ou l'Espagne (35/180 pays).**

Le Chili présente également les meilleurs indicateurs de gouvernance parmi les pays d'Amérique latine (Cf. graphique ci-dessous).

Le climat des affaires est favorable au secteur privé et à l'investissement. Le processus constitutionnel qui prévoyait en principe un rôle plus prépondérant de l'Etat dans l'économie a cependant pesé sur le climat des affaires local. Une nouvelle version de la constitution, attendue plus modérée, devrait cependant réduire les craintes d'une dégradation du climat des affaires.

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



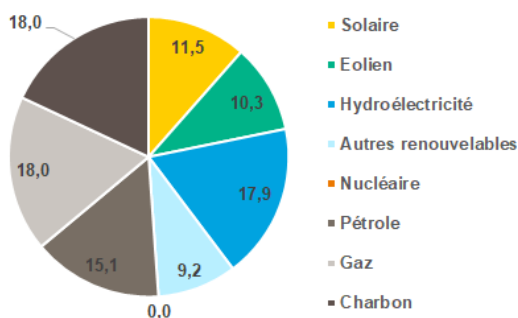


5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Le président Boric a placé le climat comme l'une des priorités de son mandat. En juin 2022, le Chili a publié sa loi sur le changement climatique (Ley Marco de Cambio Climatico). Cette nouvelle législation qui établit des pouvoirs et des obligations, oblige 17 ministères, les gouvernements régionaux et municipaux à prendre des mesures pour faire face au changement climatique.

Signataire des accords de Paris, le Chili s'est engagé à atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. Parmi les mesures envisagées, le Chili compte notamment sur l'arrêt des centrales à charbon qui représente environ 18% de la production électrique du pays en 2021 (Cf. graphique ci-dessous). A noter que près de 50% de la production électrique du pays provient encore des sources fossiles, un enjeu important pour sa transition.

Chile : mix électrique par sources, en %
(2021=92,17 TWh)





DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays baptiste.thornary@bpifrance.fr

Economie Internationale et risques pays

Anne-Sophie Fèvre *Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie* as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer *Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est* adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier *MENA, Turquie, Chine, ASEAN* victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays développés, Conjoncture France

Sabrina El Kasmi Responsable / *Global trends, Pays développés, pétrole* sabrina.elkasmi@bpifrance.fr
Laetitia Morin *Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME* laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau *Macroéconomie France, conjoncture ETI* thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.